

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2084

[S — C — 2001/29289]

12 JUILLET 2001. — Décret visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. A l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 2, inséré par l'arrêté 413 du 29 avril 1986, et l'alinéa 3, inséré par le décret du 13 juillet 1998, sont abrogés;

2° le § 3, abrogé par le décret du 27 octobre 1994, est rétabli comme suit :

« § 3. Les services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française reçoivent annuellement une dotation globale destinée à couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement de l'établissement et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire. La dotation de chaque établissement comprend une partie fixe établie en fonction du nombre d'élèves et une partie mobile établie en fonction des besoins spécifiques, notamment en énergie et en équipement.

Les moyens nécessaires tant à la partie fixe qu'à la partie mobile sont attribués séparément :

- 1° aux établissements qui accueillent des élèves de l'enseignement fondamental ordinaire;
- 2° aux établissements qui accueillent des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3° aux établissements qui accueillent des élèves de l'enseignement spécial;
- 4° aux établissements qui accueillent des élèves de l'enseignement de promotion sociale;
- 5° aux internats qui accueillent des élèves de l'enseignement ordinaire;
- 6° aux internats qui accueillent des élèves de l'enseignement spécial;
- 7° aux homes d'accueil permanent.

Les établissements qui accueillent des élèves de plus d'une catégorie visée à l'alinéa 2 bénéficient de plusieurs dotations qu'ils utilisent globalement.

Par élève et par catégorie visée à l'alinéa 2, il est attribué une dotation forfaitaire, calculée en distinguant les niveaux, formes et types d'enseignement comme suit :

- 1° élève de l'enseignement maternel ordinaire 250,37 EUR;
- 2° élève de l'enseignement primaire ordinaire : 314,87 EUR;
- 3° élève de l'enseignement secondaire ordinaire du premier degré commun : 567,97 EUR;
- 4° élève de l'enseignement secondaire ordinaire inscrit en 1^{re} B. deuxième année professionnelle ou dans le premier différencié : 654,64 EUR;
- 5° élève de l'enseignement secondaire ordinaire général : 567,97 EUR;
- 6° élève de l'enseignement ordinaire technique ou professionnel des secteurs industrie, construction ou sciences appliquées : 764,16 EUR;
- 7° élève de l'enseignement ordinaire technique ou professionnel des autres secteurs : 673,82 EUR;
- 8° élève de l'enseignement maternel spécial de type 2, 3 ou 5 : 335,57 EUR;
- 9° élève de l'enseignement maternel spécial de type 6 ou 7 : 346,93 EUR;
- 10° élève de l'enseignement maternel spécial de type 4 : 392,27 EUR;
- 11° élève de l'enseignement primaire spécial de type 1, 2, 3, 5 ou 8 : 466,11 EUR;
- 12° élève de l'enseignement primaire spécial de type 6 ou 7 : 488,42 EUR;
- 13° élève de l'enseignement primaire spécial de type 4 : 533 EUR;
- 14° élève de l'enseignement secondaire spécial de type 1, 2, 3 ou 5 : 1 168,42 EUR;
- 15° élève de l'enseignement secondaire spécial de type 6 ou 7 : 1 226,97 EUR;
- 16° élève de l'enseignement secondaire spécial de type 4 : 1 412,42 EUR;
- 17° élève de l'enseignement de promotion sociale :
 - a) dans l'enseignement de régime 1 :
 - pour les cours de pratique professionnelle nursing et industriel : 0,37 EUR, par période;

- les autres cours de pratique professionnelle, à l'exclusion des périodes consacrées à la supervision des stages : 0,34 EUR, par période;
- pour les cours techniques de laboratoire : 0,34 EUR, par période;
- pour les cours spéciaux de dactylographie : 0,34 EUR, par période;
- pour les cours techniques industriels : 0,30 EUR, par période;
- pour les cours techniques et de pratique professionnelle, à l'exclusion des périodes consacrées à la supervision des stages : 0,30 EUR, par période;
- pour les cours généraux, les cours techniques non visés ci-dessus, les cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, à l'exclusion des périodes consacrées à la supervision des stages : 0,27 EUR, par période;
- pour la supervision des stages : 1,68 EUR par élève bénéficiant de la supervision;
- b) dans l'enseignement de régime 2, pour un nombre de périodes limité à 320 par élève,
- pour les cours de pratique professionnelle en commerce, administration, organisation et français pour étranger : 0,35 EUR, par période;
- pour les cours de pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle en agriculture, cuisine, alimentation, couture et habillement : 0,44 EUR, par période;
- pour les cours de pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle en industrie, bois, construction, soudure, dessin industriel et informatique : 0,53 EUR, par période;
- pour les cours généraux et les cours techniques : 0,35 EUR, par période.

Les dotations forfaitaires établies à l'alinéa 4 sont fixées à l'indice général des prix à la consommation 125 de septembre 1997, en base 1988. Les montants sont indexés, chaque année civile, sur l'indice général des prix à la consommation à la date du 1^{er} janvier et calculés en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier, sauf pour l'enseignement de promotion sociale de régime 1 où le nombre d'élèves pris en compte est la moyenne entre les nombres d'élèves réguliers au 1^{er} et au 5^e dixièmes de l'unité de formation.

Les dotations forfaitaires sont en outre augmentées :

- 1° en 2003 de 1,5 %;
- 2° en 2004 de 2,9 %;
- 3° en 2005 de 8,8%;
- 4° en 2006 de 2,6 %;
- 5° en 2007 de 5,375 %, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 6,5 % d'augmentation;
- 6° en 2008 de :
 - 0,71 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,85 % d'augmentation;
 - 1 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 2 % d'augmentation;
- 7° en 2009 de :
 - 2,4 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 3,5 % d'augmentation;
 - 3,36 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 4,5 % d'augmentation;
- 8° en 2010 de :
 - 4,5 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 5,5 % d'augmentation;
 - 11,86 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 12,99 % d'augmentation.

Complémentairement aux augmentations visées à l'alinéa 6, les dotations relatives à l'enseignement maternel et primaire ordinaire sont augmentées de 11,58 EUR en 2003, 2004 et 2005, et de 13,21 EUR en 2006. Ces majorations sont fixées à l'indice 125 de l'indice général des prix à la consommation. Elles sont indexées annuellement. »;

3° un § 3bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3bis. Chaque établissement reçoit 75 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3. Le solde est réparti par le Gouvernement selon la procédure et les modalités qu'il détermine entre l'ensemble des établissements accueillant des élèves de la catégorie visée en fonction des besoins spécifiques notamment en énergie et en équipement.

Il est prélevé un montant de 20 573,18 EUR par membre du personnel ouvrier ou de maîtrise, en ce compris les préparateurs, nommés à titre définitif et affectés à l'établissement. Ce montant est réduit à due concurrence en cas d'absence ou de maladie de plus d'un mois du membre du personnel pendant l'année civile en cours. Ce montant est indexé annuellement sur l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

Lorsqu'un établissement utilise les locaux affectés à titre principal à un autre établissement, les chefs d'établissement concluent une convention d'utilisation des locaux qui répartit les charges proportionnellement à l'occupation. Lorsque les chefs d'établissement échouent à conclure une telle convention, celle-ci est établie par l'administration.

Chaque établissement peut conclure des conventions visant à disposer de locaux complémentaires, notamment pour les activités sportives et d'éducation physique. Nul ne peut cependant imposer une telle convention à un établissement si celui-ci, par la voix de son chef d'établissement, en estime le coût mis à sa charge excessif par rapport à l'usage qu'il en retire. Toute convention contraire au présent alinéa sera réputée nulle douze mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

Chaque établissement peut autoriser l'usage de ses locaux par des associations non commerciales, en particulier culturelles ou sportives, pour autant que l'usage que celles-ci en font ne nuise ni à la bonne organisation, ni au renom, ni à la neutralité, ni aux intérêts matériels de l'établissement. Les bénéfices éventuels de ces mises à disposition sont ajoutés à la dotation globale de l'établissement. Information en est donnée à l'Administration. Le fait de disposer de tels bénéfices ne limite en rien le droit de l'établissement à bénéficier de la partie fixe de la dotation visée au § 3. »

Art. 2. A l'article 32, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4 du § 2 sont remplacés par la disposition suivante :

« § 2. Dans les limites des crédits budgétaires visés à l'alinéa suivant, le montant des subventions de fonctionnement par élève régulier est égal à 75 % des dotations forfaitaires fixées à l'article 3, § 3.

L'augmentation des subventions de fonctionnement, hors plan de rattrapage de l'enseignement fondamental par l'article 56 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, et en tenant compte d'une hypothèse d'inflation de 1,7 % annuelle, doit s'inscrire dans les limites budgétaires suivantes :

- pour l'année 2003 : 2 768 970,67 EUR;
- pour l'année 2004 : 9 816 583,58 EUR;
- pour l'année 2005 : 35 324 827,28 EUR;
- pour l'année 2006 : 43 609 428,88 EUR;
- pour l'année 2007 : 63 346 711,32 EUR;
- pour l'année 2008 : 67 898 036,44 EUR;
- pour l'année 2009 : 79 749 825,85 EUR;
- pour l'année 2010 : 110 813 363,44 EUR;

2° l'ancien alinéa 5 du § 2 devient l'alinéa 3 du § 2;

3° le § 3 devient le quatrième alinéa du § 2. Les termes « visés au § 2 » sont remplacés par les termes « visés à l'alinéa précédent »;

4° un nouveau § 3 libellé comme suit est inséré :

« § 3. Les pouvoirs organisateurs pour l'enseignement officiel subventionné, les organes de représentation et de coordination, pour l'enseignement libre subventionné, créent par zone, entre les établissements qu'ils organisent, des mécanismes de solidarité par lesquels ils affectent à une réserve commune un pourcentage de leurs subventions de fonctionnement. L'utilisation des réserves ainsi constituées est soumise aux règles qui régissent les subventions de fonctionnement en général.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} est d'au moins 10 %, à partir du 1^{er} janvier 2007.

Les montants ainsi constitués sont répartis entre les implantations selon les critères de taille et d'échelle de différenciation positive établis par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental, du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et du Conseil supérieur de l'enseignement spécial, chacun pour ce qui le concerne. »;

5° au § 6, les mots « en application de l'alinéa 5 du § 2 » sont remplacés par les mots « en application de l'alinéa 3 du § 2 ».

Art. 3. L'article 34 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. En compensation de l'exclusion des établissements de la Communauté française du régime des avantages sociaux fixés à l'article 33 ces établissements se voient attribuer un montant forfaitaire par élève.

Sans préjudice des limites budgétaires prévues à l'alinéa 3, le montant forfaitaire annuel est de :

- 169,06 EUR dans l'enseignement maternel;
- 209,30 EUR dans l'enseignement primaire ordinaire;
- 1 17,03 EUR dans l'enseignement secondaire ordinaire;
- 215,54 EUR dans l'enseignement maternel spécial;
- 218,02 EUR dans l'enseignement primaire spécial;
- 210,91 EUR dans l'enseignement secondaire spécial.

Le montant annuel global alloué aux établissements de la Communauté française en application des alinéas 1^{er} et 2 s'élève à :

- 505 702,79 EUR en 2003;
- 1 784 833,38 EUR en 2004;
- 6 420 442,29 EUR en 2005;
- 7 927 634,92 EUR en 2006;
- 11 517 133,16 EUR en 2007;
- 12 345 097,53 EUR en 2008;
- 14 501 771,20 EUR en 2009;
- 20 148 785,69 EUR en 2010.

A partir de l'année budgétaire 2011, le montant annuel global est celui de l'année 2010 indexé selon l'indice des prix à la consommation.

Les montants fixés aux alinéas précédents ne sont pas pris en compte pour le calcul des subventions prévues à l'article 32, § 2. »

Art. 4. Un article 37bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 37bis. Chaque pouvoir organisateur d'enseignement libre subventionné tient une comptabilité complète en partie double conformément au plan comptable minimum normalisé visé à l'article 4, alinéa 6, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les pouvoirs organisateurs dont les écoles fondamentales scolarisent moins de 180 élèves pour chacune d'entre elles voient leurs obligations limitées à la simple tenue d'un compte complet détaillé des recettes et des dépenses annuelles.

Les organes de représentation visés à l'alinéa 1^{er}, 3^e et 4^e, de l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre déterminent, pour les pouvoirs organisateurs qui le souhaitent, la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé adapté au secteur de l'enseignement.

Pour les pouvoirs organisateurs qui perçoivent des subventions annuelles de la Communauté française d'un montant supérieur à 371 840,29 EUR, la vérification des comptes est opérée par au moins un commissaire nommé parmi les membres, personne physique ou morale de l'Institut des réviseurs d'entreprise. Le rapport du (des) commissaire(s) doit être joint aux documents visés aux alinéas 5 et 6.

Le Gouvernement peut exercer un contrôle sur pièce et sur place des comptes annuels.

Les comptes annuels sont transmis aux organes de concertation compétents en fonction des législations dont ils relèvent. »

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 5. L'article 69, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est complété par les dispositions suivantes :

« 7° de mener une réflexion globale sur les frais réclamés en cours d'année, notamment ceux qui sont liés à des activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet d'établissement;

8° d'étudier et de proposer la mise en place d'un mécanisme de solidarité entre les élèves pour le paiement des frais visés au 7°. »

Art. 6. Dans l'article 88, du même décret, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement subventionné est également tenu d'inscrire tout élève majeur qui en fait la demande et tout élève mineur dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en fait (font) la demande dans l'établissement de son (leur) choix à condition qu'il(s) accepte(nt) de souscrire aux projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur et que l'élève réunisse les conditions requises pour être élève régulier.

Toutefois, un pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement subventionné n'est pas tenu d'inscrire un élève majeur qui refuse de signer l'écrit visé à l'article 76, alinéa 5. Il n'est pas non plus tenu d'inscrire un élève majeur qui a été exclu définitivement d'un établissement scolaire alors qu'il était majeur.

Lorsqu'un pouvoir organisateur doit, dans un de ses établissements, pour des raisons d'insuffisance de locaux disponibles, limiter le nombre d'élèves qu'il accueille, il en informe immédiatement l'Administration. »

Art. 7. Dans l'article 88, § 3, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« quel que soit le moment de l'année, s'il estime ne pas pouvoir inscrire un élève majeur qui en fait la demande ou un élève mineur dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en font (fait) la demande, il remet à l'élève s'il est majeur ou à ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur une attestation de demande d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle. Il transmet immédiatement copie de l'attestation à l'organe de représentation et de coordination ou à la commission décentralisée qui en informe l'Administration. Dans le cas où le pouvoir organisateur n'a pas adhéré à un organe de représentation et de coordination, il transmet l'attestation à l'administration. »

Art. 8. Dans l'article 90, du même décret, le § 2, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante :

« L'organe de représentation et de coordination peut imposer à un des pouvoirs organisateurs qu'il représente l'obligation d'inscrire un élève exclu d'un autre établissement. »

Art. 9. Dans l'article 100, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 2, le 2° de l'alinéa 1^{er} et le 4° de l'alinéa 2 sont abrogés;

2° Dans le § 2, le 3° de l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3° Dans le § 2, le 2° de l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « sur avis conforme du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le montant maximum annuel du coût des photocopies par élève qui peut être réclamé. »;

4° Le § 3 est complété par la phrase suivante : « Ils sont réclamés à leur coût réel pour autant qu'ils soient liés au projet pédagogique. »;

5° Le § 4 est remplacé par la disposition suivante : « § 4. Les pouvoirs organisateurs sont tenus, dans la perception des frais, de respecter les dispositions de l'article 11.

Avant le début de l'année scolaire, et à titre d'information, une estimation du montant des frais réclamés et de leur ventilation est portée par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

Le non-paiement des frais ne peut en aucun cas constituer un motif de refus d'inscription ou d'exclusion.

Les pouvoirs organisateurs peuvent mettre en place un paiement forfaitaire correspondant au coût moyen réel des frais.

CHAPITRE III. — Modifications au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 10. Dans le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, est insérée la disposition suivante :

« Article 6*bis*. La dotation prévue par l'article 5, § 2, 3°, est majorée de :

- 183 441,21 EUR en 2003;
- 644 523,16 EUR en 2004;
- 2 320 283,39 EUR en 2005;
- 2 863 170,21 EUR en 2006;
- 4 159 653,35 EUR en 2007;
- 4 457 125,58 EUR en 2008;
- 5 235 511,24 EUR en 2009;
- 6 197 338,12 EUR en 2010. »

Art. 11. Dans le même décret, est insérée la disposition suivante :

« Article 8*bis*. La dotation prévue par l'article 7, § 2, 3°, est majorée de :

- 79 325,93 EUR en 2003;
- 285 077,55 EUR en 2004;
- 1 021 321,32 EUR en 2005;
- 1 261 778,04 EUR en 2006;
- 1 834 412,08 EUR en 2007;
- 1 965 795,65 EUR en 2008;
- 2 307 888,72 EUR en 2009;
- 2 731 786,64 EUR en 2010. »

Art. 12. Dans le même décret, est insérée la disposition suivante :

« Article 12. Le montant prévu pour le réseau libre par l'article 9, § 7, est majoré de :

- 183 441,21 EUR en 2003;
- 644 523,16 EUR en 2004;
- 2 320 283,39 EUR en 2005;
- 2 863 170,21 EUR en 2006;
- 4 159 653,35 EUR en 2007;
- 4 457 125,58 EUR en 2008;
- 5 235 511,24 EUR en 2009;
- 6 197 338,12 EUR en 2010.

Art. 13. Dans le même décret, est insérée la disposition suivante :

« Article 13. Le montant prévu pour le réseau officiel par l'article 9, § 7, est majoré de :

- 59 494,45 EUR en 2003;
- 205 751,63 EUR en 2004;
- 741 201,64 EUR en 2005;
- 917 206,04 EUR en 2006;
- 1 331 188,23 EUR en 2007;
- 1 425 387,77 EUR en 2008;
- 1 675 760,23 EUR en 2009;
- 1 983 148,20 EUR en 2010. »

CHAPITRE 4. — *Modifications au décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 14. Les articles 1^{er} à 12 du décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, sont rassemblés dans un chapitre intitulé comme suit :

« CHAPITRE I^{er}. — *Du programme de travaux de première nécessité.* »

Art. 15. L'article 5, alinéa 1^{er}, du décret relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante : « Des crédits pour un montant annuel de 300 millions de francs, soit 7 436 805,74 EUR, sont affectés au programme de travaux de première nécessité à partir de l'année 2001. »

Art. 16. Un chapitre II, libellé comme suit, est inséré entre l'article 12 et l'article 13 :

« CHAPITRE II. — *Du programme d'urgence*

Article 13. Le présent décret règle également l'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers dans le cadre d'un programme d'urgence en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécial et de l'enseignement secondaire ordinaire et spécial qu'elle organise ou subventionne.

Article 14. Les dispositions contenues dans l'article 2 sont applicables aux travaux visés dans le présent chapitre.

Article 15. Le Gouvernement fait annuellement rapport au Conseil de la Communauté française avant le 31 mars sur l'utilisation au cours de l'exercice écoulé des moyens budgétaires affectés au programme d'urgence.

Article 16. Le programme d'urgence a pour objectifs :

1° de remédier aux situations qui — sans justifier l'application de l'article 24, § 2, 6^e alinéa, de la loi du 29 mai 1959 — sont préoccupantes du point de vue de la sécurité et/ou de l'hygiène et nécessitent une réaction rapide en raison de la dégradation, de la vétusté ou de l'inadaptation des infrastructures;

2° de rencontrer en priorité les besoins spécifiques des établissements scolaires qui accueillent des élèves cumulant des handicaps socio-culturels;

3° d'aider prioritairement les établissements scolaires qui, au sein de leur réseau, souffrent manifestement du manque de moyens financiers de leur pouvoir organisateur.

Article 17. Les critères d'accès au programme d'urgence sont fixés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, du Conseil de l'enseignement fondamental et du Conseil supérieur de l'enseignement spécial, chacun pour ce qui le concerne.

Article 18. Des crédits d'un montant de :

- 728 806,96 EUR en 2003;
- 2 578 092,66 EUR en 2004;
- 9 276 175,70 EUR en 2005;
- 11 452 680,84 EUR en 2006;
- 16 633 655,51 EUR en 2007;
- 17 823 544,43 EUR en 2008;
- 20 947 002,84 EUR en 2009;
- 24 789 352,48 EUR en 2010,

sont affectés au programme d'urgence.

Article 19. L'intervention financière de la Communauté française à charge du programme d'urgence est fixée par implantation et par projet :

1° à 70 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental, avec un maximum de 123 946,76 EUR et un montant total de l'investissement d'un maximum de 177 066,80 EUR;

2° à 60 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire, avec un maximum de 123 946,76 EUR et un montant total de l'investissement d'un maximum de 206 577,93 EUR.

En cas d'impérieuse nécessité, sur proposition de la commission inter-caractère, le Gouvernement peut déroger au plafond visé à l'alinéa 1^{er} à concurrence d'un montant maximum de 495 787,05 EUR indexés.

Les montants repris aux alinéas 1^{er} et 2 sont adaptés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapportée à l'indice 125.

Le solde du montant des travaux d'urgence est à charge du pouvoir organisateur ou de la société publique d'administration des bâtiments scolaires et fait, lorsque le pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires le demande, l'objet d'un traitement prioritaire par le Service général de l'administration de l'infrastructure compétent.

Article 20. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une subvention supérieure à 247 893,52 EUR indexés à l'indice 125 dans le cadre du programme d'urgence, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit de propriété de l'ensemble des bâtiments que le pouvoir organisateur affecte à un usage scolaire à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'A.S.B.L., commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial.

La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du programme d'urgence est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces A.S.B.L. en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés.

§ 2. Lorsque des dispositions légales relevant de l'autorité fédérale ou décrétales relevant de l'autorité régionale interdisent au propriétaire visé au § 1^{er} de céder certains des biens visés ou soumet cette aliénation à autorisation des pouvoirs publics, et qu'en outre il s'avère impossible d'obtenir modification des dispositions légales ou décrétales susdites ou autorisation des pouvoirs publics, le Gouvernement peut, sur proposition de la société patrimoniale concernée, autoriser l'intervention du fonds, moyennant conclusion d'un bail emphytéotique de la plus longue durée légalement autorisée avec la société patrimoniale.

Article 21. Le Gouvernement crée une commission communautaire inter-caractère dénommée ci-après la commission.

La commission a pour missions :

- 1° de répartir les moyens financiers du programme d'urgence conformément aux dispositions du présent chapitre;
- 2° de veiller à la bonne fin des dossiers auprès des services gérant les Fonds des bâtiments scolaires dont ils relèvent;
- 3° de rendre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, sur toute question relative au contenu et à la réalisation du programme d'urgence.

Article 22. § 1^{er}. La commission est composée de douze membres nommés par le Gouvernement. Leur mandat est gratuit et d'une durée de trois ans.

Elle comprend :

- 1° six membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement confessionnel;
- 2° six membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement non confessionnel.

§ 2. La commission choisit en son sein un président et un vice-président.

Les mandats de président et de vice-président sont attribués à tour de rôle à un des groupes visés au § 1^{er} ci-dessus, pour une période de dix-huit mois non renouvelable.

§ 3. Il est constitué au sein de la commission un bureau permanent chargé d'assurer la préparation et le suivi des dossiers.

Le bureau permanent est composé du président, du vice-président et de deux membres choisis de façon telle que chacun des groupes visés au § 1^{er} ci-dessus soit représenté par deux membres.

§ 4. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment la périodicité des réunions, et le montant des frais de déplacement et des indemnités de séjour de ses membres.

Ces frais sont à charge du budget du ministère qui a la gestion de l'enseignement dans ses attributions.

Ce règlement est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

§ 5. Le Gouvernement peut, afin d'assurer le secrétariat de la commission, mettre à la disposition de celle-ci des agents de ses services ainsi que du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires.

Article 23. La gestion des dossiers relevant du programme d'urgence est assurée par les services gérant les bâtiments scolaires dont relève le pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée.

Article 24. § 1^{er}. La commission est soumise au pouvoir de contrôle de deux délégués nommés par le Gouvernement, l'un sur présentation du membre du Gouvernement, compétent en matière du budget et des finances, l'autre sur présentation du ou des membre(s) du Gouvernement ayant compétence sur les Fonds des bâtiments scolaires et les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires.

Les délégués assistent avec voix consultative aux réunions de la commission et du bureau permanent et peuvent obtenir communication de tout document utile pour leur mission.

Chacun des délégués dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision de la commission qu'il estime contraire à la législation, aux procédures administratives en vigueur au sein des trois Fonds des bâtiments scolaires, aux dispositions du présent décret ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision de la commission a été prise, sauf si le délégué concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément au règlement d'ordre intérieur de la commission, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée.

Chaque délégué exerce son recours auprès du membre du Gouvernement qu'il représente selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision de la commission dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au troisième alinéa.

La décision d'annulation est notifiée à la commission.

§ 2. Les délégués du Gouvernement peuvent bénéficier du remboursement de leurs frais de déplacement et d'une indemnité de séjour conformément aux dispositions prévues à l'article 22, § 4, du présent décret. Ces frais sont à charge du budget du ministère ayant la gestion de l'enseignement dans ses attributions.

Article 25. § 1^{er}. Un bâtiment ou partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence doit être affecté à un usage scolaire pendant une période de vingt ans prenant cours à partir de l'octroi de la subvention visée à l'article 19.

S'il est fait recours à l'intervention du Fonds communautaire de garantie pour couvrir le solde du montant de l'investissement, la période d'affectation prévue à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe doit excéder d'au moins vingt ans la durée de remboursement de l'emprunt contracté.

§ 2. En cas d'affectation à un usage autre que scolaire, en cas de vente ou de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence pendant la période de vingt ans prenant cours à partir de l'octroi de la subvention visée à l'article 19, la Communauté peut se faire rembourser de son intervention financière.

En cas d'aliénation, au-delà de cette période, le remboursement auquel peut prétendre la Communauté française est réduit de 5 % par année supplémentaire, au-delà de ladite période.

Pour se faire rembourser des montants prévus à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2, la Communauté française peut avoir recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

- 1° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble;
- 2° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;
- 3° recouvrement par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur ou de la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas en cas de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment, à un autre pouvoir organisateur qui continue à l'affecter à un usage scolaire.

§ 3. En cas d'aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence, tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée, ou l'A.S.B.L. patrimoniale concernée peut acquérir ledit bâtiment, soit à la valeur fixée par les parties, soit par préemption au prix offert par un tiers acquéreur, soit au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur d'enregistrement. Cette possibilité ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

§ 4. Si, dans une période de trois mois, aucun pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée, ou l'A.S.B.L. patrimoniale concernée ne s'est porté acquéreur du bâtiment concerné, le propriétaire du bien peut le céder au plus offrant.

Article 26. Le contrôle de l'affectation des moyens octroyés à un pouvoir organisateur d'enseignement subventionné en application du présent décret est exercé au nom du Gouvernement par les commissaires désignés auprès des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires selon les modalités que le Gouvernement arrête.

Article 27. La condition d'apport des bâtiments à propos desquels des travaux sont envisagés, telle que définie à l'article 20 n'entre en vigueur que lorsque l'article 161 du Code des droits d'enregistrement et l'article 150 du Code des droits de succession auront été modifiés afin de faire bénéficier les A.S.B.L. patrimoniales des exonérations qu'ils prévoient. »

Art. 17. L'article 13 devenant l'article 28 est inscrit dans un chapitre III, intitulé comme suit :

« CHAPITRE III. — *Disposition finale* »

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et déroatoires*

Art. 18. Par dérogation à l'articles de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010, les dotations budgétaires affectées, d'une part, aux établissements de la Communauté française relevant de l'enseignement obligatoire, d'autre part, aux établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ne peuvent pas être inférieures à ce qu'elles étaient pour l'année 2001 :

— indexées selon l'indice général des prix à la consommation à la date du 1^{er} janvier,

— réduites ou augmentées en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier de l'année en cours par rapport au même nombre le 15 janvier 2001.

— augmentées d'autant de fois 20 573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 précité qu'il y a d'équivalents temps plein en moins dans le personnel ouvrier et de maîtrise nommé à titre définitif œuvrant dans les établissements des niveaux considérés;

— majorées des montants consentis sur base de l'article 34 de la loi du 29 mai 1959 précisée.

Art. 19. L'Athénée royal de Rösrath de même que l'Ecole internationale du Shape, section secondaire et section fondamentale, ne sont pas concernés par le présent décret.

Art. 20. Le § 3bis de l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est abrogé à dater du 1^{er} janvier 2003.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005, de l'article 9, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004, à l'exception de l'article 9, 2°, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005, de l'article 9, 1°, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007 et de l'article 15 qui entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française.

L'indexation des subventions et des dotations de fonctionnement en 2002 sera réalisée selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2002 et le 1^{er} janvier 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL.

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 175-1. — Amendements de commission, n°175-2. — Rapport, n° 175-3. — Amendements de séance, n° 175-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 4 juillet 2001.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2084

[C — 2001/29289]

12 JULI 2001. — Decreet waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. In artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden het tweede lid, ingevoegd door het besluit 413 van 29 april 1986, en het derde lid, ingevoegd door het decreet van 13 juli 1998, opgeheven;

2° § 3, opgeheven door het decreet van 27 oktober 1994, wordt opnieuw ingevoerd, luidend als volgt :

« § 3. De diensten in afzonderlijk beheer van het onderwijs van de Franse Gemeenschap krijgen jaarlijks een globale dotatie voor de onkosten op het vlak van de werking en de uitrusting van de inrichting en de kosteloze verdeling van handboeken en schoolbenodigdheden aan de schoolplichtige leerlingen. De dotatie van iedere inrichting bestaat uit een vast deel vastgelegd op grond van het aantal leerlingen en uit een veranderlijk deel vastgelegd op grond van de specifieke behoeften, met name op het vlak van energie en voorzieningen.

De noodzakelijke middelen, zowel voor het vast deel als voor het veranderlijk deel, worden afzonderlijk toegekend :

1° aan de inrichtingen die leerlingen uit het gewoon basisonderwijs opvangen;

2° aan de inrichtingen die leerlingen uit het gewoon secundair onderwijs opvangen;

- 3° aan de inrichtingen die leerlingen uit het buitengewoon onderwijs opvangen;
- 4° aan de inrichtingen die leerlingen uit het onderwijs voor sociale promotie opvangen;
- 5° aan de internaten die leerlingen uit het gewoon onderwijs opvangen;
- 6° aan de internaten die leerlingen uit het buitengewoon onderwijs opvangen;
- 7° aan permanente opvangthuizen;

De inrichtingen die leerlingen opvangen uit meer dan een in het tweede lid bedoelde categorie krijgen meer dotaties dan zij globaal aanwenden.

Er wordt per leerling en per categorie bedoeld in het tweede lid een forfaitaire dotatie toegekend, berekend volgens de volgende niveaus, vormen en soorten onderwijs :

- 1° leerling uit het gewoon kleuteronderwijs : 250,37 EUR;
- 2° leerling uit het gewoon lager onderwijs : 314,87 EUR;
- 3° leerling uit het gewoon secundair onderwijs van de eerste gemeenschappelijke graad : 567,97 EUR;
- 4° leerling uit het gewoon secundair onderwijs, ingeschreven in 1^e, B, tweede beroepsjaar of in het eerste gedifferentieerd jaar : 654,64 EUR;
- 5° leerling uit het algemeen gewoon secundair jaar : 567,97 EUR;
- 6° leerling uit het gewoon technisch of beroepsonderwijs uit de sectoren nijverheid, bouwkunde of toegepaste wetenschappen : 764,16 EUR;
- 7° leerling uit het gewoon technisch of beroepsonderwijs van de andere sectoren : 673,82 EUR;
- 8° leerling uit het buitengewoon kleuteronderwijs van het type 2, 3 of 5 : 335,57 EUR;
- 9° leerling uit het buitengewoon kleuteronderwijs van het type 6 of 7 : 346,93 EUR;
- 10° leerling uit het buitengewoon kleuteronderwijs van het type 4 : 392,27 EUR;
- 11° leerling uit het buitengewoon lager onderwijs van het type 1, 2, 3, 5 of 8 : 466,11 EUR;
- 12° leerling uit het buitengewoon lager onderwijs van het type 6 of 7 : 488,42 EUR;
- 13° leerling uit het buitengewoon lager onderwijs van het type 4 : 533 EUR;
- 14° leerling uit het buitengewoon secundair onderwijs van het type 1, 2, 3 of 5 : 1 168,42 EUR;
- 15° leerling uit het buitengewoon secundair onderwijs van het type 6 of 7 : 1 226,97 EUR;
- 16° leerling uit het buitengewoon secundair onderwijs van het type 4 : 1 412,42 EUR;
- 17° leerling uit het onderwijs voor sociale promotie :
 - a) in het onderwijs van stelsel 1 :
 - voor de vakken beroepspraktijk verpleeg- en bouwkunde : 0,37 EUR, per lestijd;
 - de andere vakken beroepspraktijk, met uitzondering van de lestijden gewijd aan het stagetoezicht : 0,34 EUR, per lestijd;
 - voor de vakken laboratoriumtechnieken : 0,34 EUR, per lestijd;
 - voor de speciale vakken dactylografie : 0,34 EUR, per lestijd;
 - voor de vakken nijverheidstechnieken : 0,30 EUR, per lestijd;
 - voor de technische vakken en de beroepspraktijk, met uitzondering van de lestijd gewijd aan het stagetoezicht : 0,30 EUR, per lestijd;
 - voor de algemene vakken, de technische vakken die hierboven niet zijn bedoeld, de vakken psychologie, pedagogie en methodologie, met uitzondering van de lestijden gewijd aan het stagetoezicht : 0,27 EUR, per lestijd;
 - voor het stagetoezicht : 1,68 EUR per leerling die toezicht krijgt;
 - b) in het onderwijs van stelsel 2, met een aantal lestijden beperkt tot 320 per leerling :
 - voor de vakken beroepspraktijk handel, administratie, organisatie en Frans voor vreemden : 0,35 EUR, per lestijd;
 - voor de vakken beroepspraktijk en de technische vakken en beroepspraktijk landbouw, keuken, voeding, naad en kleding : 0,44 EUR, per lestijd;
 - voor de vakken beroepspraktijk en de technische vakken en beroepspraktijk nijverheid, houtbewerking, bouwkunde, lassen, industrieel tekenen en computergestuurd tekenen : 0,53 EUR, per lestijd;
 - voor de algemene vakken en de technische vakken : 0,35 EUR, per lestijd.

De forfaitaire dotaties uit het vierde lid zijn gekoppeld aan de algemene index der consumptieprijzen 125 van september 1997, op grond 1988. De bedragen worden, ieder kalenderjaar op 1 januari, geïndexeerd volgens de algemene index der consumptieprijzen en berekend op grond van het aantal op 15 januari regelmatig ingeschreven leerlingen, behalve voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 alwaar het aantal leerlingen dat in aanmerking komt, het gemiddelde is van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op het 1e en 5e tiende deel van de opleidingsseenheid.

De forfaitaire dotaties worden daarenboven verhoogd :

1° met 1,5 % in 2003;

2° met 2,9 % in 2004;

3° met 8,8 % in 2005;

4° met 2,6 % in 2006;

5° met 5,375 % in 2007, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 6,5% verhoging krijgen;

6° in 2008 met :

0,71 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 1,85 % verhoging krijgen;

1 % voor de basisscholen, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 2 % verhoging krijgen;

7° in 2009 met :

2,4 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 3,5% verhoging krijgen;

3,36 % voor de basisscholen, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 4,5 % verhoging krijgen;

8° in 2010 met :

4,5 % voor de scholen buiten de basisscholen, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 5,5 % verhoging krijgen;

11,86 % voor de basisscholen, met uitzondering van de inrichtingen die maatregelen nemen voor positieve discriminatie die 12,99 % verhoging krijgen;

Aanvullend op de in het zesde lid bedoelde verhogingen worden de dotaties voor het gewoon kleuter- en lager onderwijs verhoogd met 11,85 EUR in 2003, 2004 en 2005, en met 13,21 EUR in 2006. Deze verhogingen worden gekoppeld aan de index 125 van de algemene index der consumptieprijzen. Zij worden jaarlijks geïndexeerd. »

3° er wordt een § 3bis opgesteld, luidend als volgt :

« 3bis. Iedere inrichting krijgt 75 % van de forfaitaire dotatie die is opgemaakt overeenkomstig § 3. Het saldo wordt verdeeld door de Regering volgens de procedure en de wijzen die zij bepaalt onder alle inrichtingen die leerlingen opvangen uit de beoogde categorie naargelang de specifieke behoeften, met name op het vlak van energie en voorzieningen.

Er wordt een bedrag van 20 573,16 EUR afgehouden per lid van het arbeiders- of meesterspersoneel, voorbereiders inbegrepen, die in vast verband zijn aangenomen in de inrichting. Dit bedrag wordt proportioneel verminderd bij afwezigheid of ziekte van het personeelslid met meer dan een maand tijdens het lopend kalenderjaar. Dit bedrag wordt jaarlijks gekoppeld aan de index der consumptieprijzen die is vastgelegd bij koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot bescherming van de concurrentie van het land.

Wanneer een inrichting lokalen gebruikt die in hoofde zijn toegewezen aan een andere inrichting, sluiten de inrichtingshoofden een gebruiksovereenkomst van de lokalen waarbij de lasten van het gebruik proportioneel worden verdeeld. Wanneer de inrichtingshoofden zelf geen overeenkomst sluiten, doet het Bestuur dit.

Iedere inrichting mag overeenkomsten sluiten om te kunnen beschikken over extra lokalen, met name voor sportieve activiteiten en lichamelijke opvoeding. Niemand mag evenwel een inrichting verplichten tot het sluiten van een dergelijke overeenkomst als deze, bij monde van haar inrichtingshoofd, van oordeel is dat de kostprijs ten hare laste buitensporig is ten overstaan van het gebruik. Iedere overeenkomst die niet strookt met dit lid wordt nietig verklaard geacht twaalf maand na de inwerkingtreding van dit decreet.

Iedere inrichting kan haar lokalen laten gebruiken door niet-commerciële verenigingen, in het bijzonder culturele of sportverenigingen, voorzover het gebruik door deze geen afbreuk doet aan de goede organisatie, de naam, de neutraliteit, de materiële belangen van de inrichting. Deze eventuele winsten van deze terbeschikkingstellingen worden bij de globale dotatie van de inrichting gevoegd. Informatie hierover wordt gegeven aan het Bestuur. Het feit over deze winsten te beschikken verandert niets aan het recht van de inrichting op het vast deel van de in § 3 bedoelde dotatie. »

Art. 2. In artikel 32 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste, tweede, derde en vierde lid van § 2 worden vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Binnen de perken van de in het volgende lid bedoelde begrotingskredieten is het bedrag van de werkingstoelagen per regelmatige leerling gelijk aan 75 % van de in artikel 3, § 3, vastgelegde forfaitaire dotaties.

De verhoging van de werkingstoelagen, buiten het inhaalplan van het basisonderwijs zoals bedoeld in artikel 56 van het decreet van 13 juli 1998 tot organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving, en rekening houdend met een mogelijke jaarlijkse inflatie van 1,7 %, moet liggen binnen de volgende begrotingslimieten :

— voor het jaar 2003 : 2 768 970,67 EUR;

— voor het jaar 2004 : 9 816 583,58 EUR;

— voor het jaar 2005 : 35 324 827,28 EUR;

— voor het jaar 2006 : 43 609 428,88 EUR;

— voor het jaar 2007 : 63 346 711,32 EUR;

— voor het jaar 2008 : 67 898 036,44 EUR;

— voor het jaar 2009 : 79 749 825,85 EUR;

— voor het jaar 2010 : 110 813 363,44 EUR;

2° het vorig vijfde lid van § 2 wordt het derde lid van § 2;

3° § 3 wordt het vierde lid van § 2. De woorden « bedoeld in § 2 » worden vervangen door de woorden « bedoeld in het vorig lid »;

4° een nieuwe § 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De inrichtende machten, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, voor het gesubsidieerd vrij onderwijs, voeren per zone, tussen de inrichtingen die zij inrichten, solidariteitsmechanismen in via dewelke zij een percentage van hun werkingstoelagen brengen in een gemeenschappelijke reserve. De aanwending van de aldus verkregen reserves geschiedt volgens dezelfde regels als die voor de werkingstoelagen in het algemeen.

Het in het eerste lid bedoelde percentage belooft minstens 10 % vanaf 1 januari 2007.

De aldus verkregen bedragen worden verdeeld onder de inrichtingen volgens de omvangs- en positieve differentiatieschaalcriteria die door de Regering worden bepaald op voordracht van de Algemene Raad van het basisonderwijs, de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs en de Hoge Raad van het buitengewoon onderwijs, elkeen wat hem betreft. »

5° in § 6 worden de woorden « met toepassing van het vijfde lid van § 2 » vervangen door de woorden » met toepassing van het derde lid van § 2 ».

Art. 3. Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. Als compensatie voor de uitsluiting van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap uit het stelsel van de sociale voordelen vastgelegd in artikel 33, krijgen deze inrichtingen een forfaitair bedrag per leerling toegewezen.

Onverminderd de in het derde lid voorziene begrotingslimieten bedraagt het jaarlijks forfait :

- 169,06 EUR in het kleuteronderwijs;
- 209,30 EUR in het gewoon lager onderwijs;
- 117,03 EUR in het gewoon secundair onderwijs;
- 215,54 EUR in het buitengewoon kleuteronderwijs;
- 218,02 EUR in het buitengewoon lager onderwijs;
- 210,91 EUR in het buitengewoon secundair onderwijs.

Het globaal bedrag dat jaarlijks wordt toegekend aan de inrichtingen van de Franse Gemeenschap met toepassing van het eerste en tweede lid belooft :

- 505 702,79 EUR in 2003;
- 1 784 833,38 EUR in 2004;
- 6 420 442,29 EUR in 2005;
- 7 927 634,92 EUR in 2006;
- 11 517 133,16 EUR in 2007;
- 12.345.097,53 EUR in 2008;
- 14 501 771,20 EUR in 2009;
- 20 148 785,69 EUR in 2010.

Vanaf het begrotingsjaar 2011 is het jaarlijks globaal bedrag gelijk aan dat van 2010, geïndexeerd volgens de index der consumptieprijzen.

De in de vorige leden vastgestelde bedragen komen niet in aanmerking voor de berekening van de in artikel 32, § 2, bedoelde toelagen. »

Art. 4. Er wordt een artikel 37bis in dezelfde wet gevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 37bis. Iedere inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs houdt een volledige dubbele boekhouding bij overeenkomstig het genormaliseerd minimum boekhoudkundig plan zoals bedoeld in artikel 4, zesde lid, van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de bedrijven.

In afwijking van het vorig lid moeten de inrichtende machten wier basisscholen elk minder dan 180 leerlingen tellen, enkel een volledig gedetailleerde rekening bijhouden van de jaarlijkse inkomsten en uitgaven.

De vertegenwoordigingsorganen bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, van artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, bepalen, voor de inrichtende machten die dit wensen, de inhoud en de presentatie van een genormaliseerd minimum boekhoudkundig plan aangepast aan de onderwijssector.

Voor de inrichtende machten die van de Franse Gemeenschap jaarlijks toelagen krijgen die hoger liggen dan 371.840,29 EUR worden de rekeningen nagezien door minstens één commissaris aangesteld onder de leden, natuurlijk of rechtspersoon, van het Instituut van Bedrijfsrevisoren. Het verslag van de commissaris(sen) moet worden gevoegd bij de in het vijfde en zesde lid bedoelde documenten.

De Regering kan controle uitoefenen per stuk en op de plaats van de jaarrekeningen.

De jaarrekeningen worden verzonden naar de overlegorganen die bevoegd zijn op grond van de wetgevingen waaronder zij ressorteren. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 5. Artikel 69, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« 7° het algemeen beraad over de kosten die worden geheven tijdens het jaar, met name deze voor culturele en sportieve activiteiten die in de lijn liggen van het inrichtingsproject;

8° de studie en formulering van de invoering van een solidariteitsmechanisme tussen de leerlingen om de in 7° bedoelde kosten te betalen. »

Art. 6. In artikel 88 van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Iedere inrichtende macht van een gesubsidieerde onderwijsinrichting is eveneens verplicht tot de inschrijving van iedere meerderjarige leerling die hierom vraagt en iedere minderjarige leerling wiens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag erover uitoefent, hierom vraagt (vragen) in de inrichting van zijn (hun) keuze, op voorwaarde dat deze akkoord gaat (gaan) met het educatief en pedagogisch project van de inrichtende macht en dat de leerling voldoet aan de voorwaarden van een regelmatige leerling.

Een inrichtende macht van een gesubsidieerde onderwijsinrichting is echter niet verplicht een meerderjarige leerling in te schrijven die weigert het in artikel 76, vijfde lid, bedoelde document te ondertekenen. Ze is evenmin verplicht een meerderjarige leerling in te schrijven die definitief uitgesloten werd uit een onderwijsinrichting toen deze meerderjarig was.

Wanneer een inrichtende macht, in één van haar inrichtingen, wegens gebrek aan beschikbare lokalen, het aantal leerlingen dat zij opvangt, moet beperken, licht zij het Bestuur hierover onmiddellijk in.

Art. 7. In artikel 88, § 3, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Indien ze meent een meerderjarige leerling die dit vraagt of een minderjarige leerling van wie de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent die het aanvragen (aanvraagt), niet te kunnen inschrijven, ongeacht het tijdstip van het jaar, overhandigt ze aan de leerling indien hij meerderjarig is of aan de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien de leerling minderjarig is, een getuigschrift van aanvraag voor inschrijving waarvan het model vastgelegd werd door de Regering. Zij bezorgt een afschrift van dit getuigschrift onmiddellijk aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of aan de gedecentraliseerde commissie die het Bestuur inlicht. In het geval dat de inrichtende macht niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, bezorgt zij het getuigschrift aan het Bestuur. »

Art. 8. In artikel 90 van hetzelfde decreet wordt § 2, eerste lid, aangevuld met de volgende zin :

« Het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan kan één van de inrichtende machten die hij vertegenwoordigt verplichten een leerling in te schrijven die in een andere inrichting werd uitgesloten. »

Art. 9. In artikel 100 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2, worden 2° van het eerste lid en 4° van het tweede lid opgeheven;

2° In § 2 wordt 3° van het eerste lid opgeheven;

3° In § 2 wordt 2° van het tweede lid aangevuld met de volgende zin : « De Regering bepaalt, op eensluitend advies van de de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, het jaarlijks maximumbedrag van de kostprijs van de fotokopies dat per leerling kan worden gevraagd. »;

4° § 3 wordt aangevuld met de volgende zin : « Hun reële kostprijs wordt gevraagd voorzover deze verband houden met het pedagogisch project. »;

5° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling : « § 4. De inrichtende machten moeten, bij de inning van de kosten, de bepalingen in artikel 11 naleven.

Voor de start van het schooljaar wordt, ter informatie, een raming van het bedrag van de gevraagde kosten en hun opsplitsing schriftelijk meegedeeld aan de leerling als deze meerderjarig is of aan de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien de leerling minderjarig is.

Het niet betalen van de kosten kan in geen enkel geval een motief of een weigering van inschrijving noch van uitsluiting zijn.

De inrichtende machten kunnen een forfaitaire betaling invoeren overeenstemmend met de gemiddelde echte kosten voor de onkosten. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 10. In het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« Artikel 6*bis*. De in artikel 5, § 2, 3°, voorziene dotatie wordt vermeerderd met :

— 183 441,21 EUR in 2003;

— 644 523,16 EUR in 2004;

— 2 320 283,39 EUR in 2005;

— 2 863 170,21 EUR in 2006;

— 4 159 653,35 EUR in 2007;

— 4 457 125,58 EUR in 2008;

— 5 235 511,24 EUR in 2009;

— 6 197 338,12 EUR in 2010. »

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« Artikel 8*bis*. De in artikel 7, § 2, 3°, voorziene dotatie wordt vermeerderd met :

- 79 325,93 EUR in 2003;
- 285 077,55 EUR in 2004;
- 1 021 321,32 EUR in 2005;
- 1 261 778,04 EUR in 2006;
- 1 834 412,08 EUR in 2007;
- 1 965 795,65 EUR in 2008;
- 2 307 888,72 EUR in 2009;
- 2 731 786,64 EUR in 2010. »

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« Artikel 12. Het voor het vrij net in artikel 9, § 7, voorziene bedrag wordt vermeerderd met :

- 183 441,21 EUR in 2003;
- 644 523,16 EUR in 2004;
- 2 320 283,39 EUR in 2005;
- 2 863 170,21 EUR in 2006;
- 4 159 653,35 EUR in 2007;
- 4 457 125,58 EUR in 2008;
- 5 235 511,24 EUR in 2009;
- 6 197 338,12 EUR in 2010. »

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« Artikel 13. Het voor het officieel net in artikel 9, § 7, voorziene bedrag wordt vermeerderd met :

- 59 494,45 EUR in 2003;
- 205 751,63 EUR in 2004;
- 741 201,64 EUR in 2005;
- 917 206,04 EUR in 2006;
- 1 331 188,23 EUR in 2007;
- 1 425 387,77 EUR in 2008;
- 1 675 760,23 EUR in 2009;
- 1 983 148,20 EUR in 2010. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 14. Artikelen 1 tot 12 van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden ondergebracht in een hoofdstuk dat luidt als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Het programma van de dringende werken* »

Art. 15. Art. 5, eerste lid, van het decreet betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling : "Er worden vanaf 2001 kredieten voor een jaarlijks bedrag van 300 miljoen BEF, hetzij 7 436 805,74 EUR, aangewend voor het programma voor de meest dringende werken. »

Art. 16. Een hoofdstuk II, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen artikel 12 en artikel 13 :

« HOOFDSTUK II. — *Het noodprogramma* »

Artikel 13. Dit decreet regelt tevens de tussenkomst van de Franse Gemeenschap in de vastgoedinvesteringen in het raam van een noodprogramma ten behoeve van de schoolgebouwen van het gewoon en buitengewoon basisonderwijs en van het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs dat zij inricht of subsidieert.

Artikel 14. De bepalingen in artikel 2 zijn van toepassing op de werken bedoeld in dit hoofdstuk.

Artikel 15. De Regering brengt jaarlijks vóór 31 maart verslag uit aan de Raad van de Franse Gemeenschap over het gebruik van de begrotingsmiddelen die tijdens het verstreken boekjaar aangewend zijn voor het noodprogramma.

Artikel 16. Het noodprogramma heeft als doel :

1° situaties te voorkomen die - zonder de toepassing van artikel 24, § 2, zesde lid, van de wet van 29 mei 1959 te verantwoorden - zorgwekkend zijn op het vlak van de veiligheid en/of de hygiëne en een snelle tussenkomst vereisen wegens het verval, de slijtage of de ongeschiktheid van de infrastructuur;

2° bij voorrang tegemoet te komen aan de specifieke noden van de schoolinrichtingen die leerlingen opvangen met sociaal-culturele handicaps;

3° bij voorrang hulp te verstrekken aan de schoolgebouwen die, in hun net, zichtbaar lijden onder het gebrek aan financiële middelen van hun inrichtende macht.

Artikel 17. De criteria voor het toetreden tot het noodprogramma zijn vastgelegd door de Regering op voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, van de Raad voor het basisonderwijs en van de Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs, elkeen wat hem betreft.

Artikel 18. Kredieten ten belope van :

- 728 806,96 EUR in 2003;
- 2 578 092,66 EUR in 2004;
- 9 276 175,70 EUR in 2005;
- 11 452 680,84 EUR in 2006;
- 16 633 655,51 EUR in 2007;
- 17 823 544,43 EUR in 2008;
- 20 947 002,84 EUR in 2009;
- 24 789 352,48 EUR in 2010,

worden bestemd voor het noodprogramma.

Artikel 19. De financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap ten laste van het noodprogramma wordt vastgelegd per vestiging en per project :

1° op 70 % van het bedrag van de investering in de schoolinrichtingen van het basisonderwijs, met een maximum van 123 946,76 EUR en een totaal investeringsbedrag van maximum 177 066,80 EUR;

2° op 60 % van het bedrag van de investering in de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs, met een maximum van 123 947,76 EUR en een totaal investeringsbedrag van maximum 206 577,93 EUR.

In geval van dringende noodzaak kan de Regering, op voorstel van de gemengde commissie, afwijken van het in het eerste lid bedoeld plafond naar rato van maximum 495 787,05 EUR geïndexeerd.

De in het eerste en tweede lid vermelde bedragen worden op 1 januari van het betrokken jaar dat in verhouding staat tot index 125 aangepast aan de algemene index der consumptieprijzen.

Het resterend bedrag van de dringende werken is voor rekening van de inrichtende macht of van de openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen en wordt, wanneer de inrichtende macht of de openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen dit vraagt, prioritair behandeld door de bevoegde Algemene Dienst van het bestuur infrastructuur.

Artikel 20. § 1. Om te kunnen genieten van een toelage hoger dan 247 893,52 EUR gekoppeld aan index 125 in het raam van het noodprogramma moet een inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs afstand doen of afstand laten doen door de eigenaar als zij dit zelf niet is, zonder tegenprestatie, van het eigendomsrecht van alle gebouwen die de inrichtende macht aanwendt voor schoolgebruik aan een vermogensbeheervenootschap, opgericht onder de vorm van een V.Z.W., gemeenschappelijk voor alle eigenaars van scholen met hetzelfde karakter, hetzij enkel in de Gemeenschap, hetzij opgericht in het tweetalig Gewest Brussel-Hoofdstad en in iedere provincie van het Waals Gewest.

Iedere vermogensbeheervenootschap heeft als exclusief doel de overgedragen goederen te bestemmen voor het onderwijs en vestigt haar maatschappelijke zetel in haar rechtsgebied.

De vermogensbeheervenootschap kan enkel de gebouwen vervreemden die door de inrichtende machten herbestemd zijn voor het onderwijs en gebruikt de opbrengst van de verkoop voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van goederen voor het onderwijs.

Elkeen van deze vennootschappen is onderworpen aan het toezicht van een regeringscommissaris die is aangesteld door de Regering. Deze heeft als taak de schoolbestemming van de door de venootschap beheerde gebouwen na te gaan. Iedere vervreemding van een gebouw dat gesubsidieerd werd in het raam van het noodprogramma moet zijn goedkeuring krijgen.

Bij ontbinding wordt hun vermogen kosteloos afgestaan aan een andere venootschap van dezelfde aard die voldoet aan de in dit artikel gestelde voorwaarden.

De regeringscommissaris heeft een vetorecht dat hij kan stellen tegen beslissingen die zijn genomen in schending van de wettelijke bepalingen voor deze vzw's op het vlak van de bestemming van overgedragen gebouwen voor het onderwijs.

§ 2. Wanneer wettelijke bepalingen van de federale overheid of decretale bepalingen van de regionale overheden de in § 1 bedoelde eigenaar verbieden sommige bedoelde goederen af te staan of deze vervreemding koppelen aan de goedkeuring van de overheden, en dat het daarenboven onmogelijk blijkt bovenvermelde wettelijke of decretale bepalingen te wijzigen of de goedkeuring van de overheden te verkrijgen, kan de Regering, op voorstel van de betrokken vermogensvenootschap, toelating geven om het fonds in te schakelen, mits met een vermogensvenootschap een erfpacht van de wettelijk langst toegelaten duur te sluiten.

Artikel 21. De Regering roept een gemengde gemeenschapscommissie in het leven, hierna de commissie genoemd.

De commissie heeft als taken :

- 1° de financiële middelen van het noodprogramma te verdelen overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk;
- 2° toe te zien op de goede afloop van de dossiers bij de diensten die deze fondsen van de schoolgebouwen waaronder zij ressorteren, beheren;
- 3° adviezen uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering, over iedere inhoudelijke vraag en de realisatie van het noodprogramma.

Artikel 22. § 1. De commissie bestaat uit twaalf leden die zijn aangesteld door de Regering. Hun mandaat is onbezoldigd en duurt drie jaar.

Zij is samengesteld uit :

- 1° zes leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het confessioneel onderwijs;
- 2° zes leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het niet-confessioneel onderwijs.

§ 2. De commissie keist uit haar midden een voorzitter en ondervoorzitter.

De mandaten van de voorzitter en van de ondervoorzitter worden beurtelings toegekend aan een van de in bovenvermelde § 1 bedoelde groepen, voor een niet hernieuwbare periode van achttien maanden.

§ 3. Er wordt in de commissie een permanent bureau opgericht dat de dossiers voorbereidt en opvolgt.

Het permanent bureau is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden die zodanig zijn gekozen dat elk van de in § 1 bedoelde groepen door twee leden vertegenwoordigd is.

§ 4. De commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat de regelmaat van de vergaderingen vastlegt alsook het bedrag van de verplaatsingskosten en verblijfsvergoedingen van haar leden.

Deze kosten zijn voor rekening van de begroting van het ministerie dat bevoegd is voor het beheer van het onderwijs.

Dit reglement wordt door de Franse Gemeenschapsregering goedgekeurd.

§ 5. Opdat het secretariaat van de commissie verzekerd zou zijn, kan de Regering ambtenaren van haar diensten alsook van het Garantiefonds van de schoolgebouwen van de Gemeenschap ter beschikking stellen van dit secretariaat.

Artikel 23. Het beheer van de dossiers van het noodprogramma gebeurt door de diensten die instaan voor het beheer van de schoolgebouwen waaronder de inrichtende macht of de betrokken openbare bestuursvennootschap van de schoolgebouwen ressorteert.

Artikel 24. § 1. De commissie staat onder het toezicht van twee afgevaardigden die door de Regering zijn aangesteld, één op voordracht van het Regeringslid bevoegd voor de begroting en de financiën, de andere op voordracht van het lid of de leden van de regering bevoegd voor het fonds van de schoolgebouwen en voor de openbare bestuursmaatschappijen van de schoolgebouwen.

De afgevaardigden hebben raadgevende stem in de vergaderingen van de commissie en van het permanent bureau en hebben inzage in ieder document dat relevant is voor het vervullen van hun opdracht.

Iedere afgevaardigde beschikt over vier volle dagen om een met redenen omkleed beroep in te stellen tegen iedere beslissing van de commissie die hij strijdig acht met de wet, met de geldende administratieve procedures binnen de drie Fondsen voor de schoolgebouwen, met de bepalingen van dit decreet of met het algemeen belang. Het beroep werkt opschortend.

De termijn van vier dagen vangt aan op de dag dat de commissie de beslissing neemt, behalve als de betrokken afgevaardigde niet wettelijk opgeroepen werd overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de commissie. In dit geval begint de termijn te lopen vanaf de dag dat hij in kennis werd gesteld van de beslissing.

Iedere afgevaardigde oefent zijn beroep uit bij het regeringslid dat hij vertegenwoordigt volgens de wijzen die door de Regering zijn vastgelegd.

De Regering kan de beslissing van de commissie nietig verklaren binnen de dertig dagen die aanvangen op dezelfde dag als de in het derde lid bedoelde termijn.

De beslissing over de nietigverklaring wordt meegedeeld aan de commissie.

§ 2. De regeringsafgevaardigden kunnen hun verplaatsingskosten en een verblijfsvergoeding terugbetaald krijgen overeenkomstig de bepalingen van artikel 22, § 4, van dit decreet. Deze onkosten vallen ten laste van de begroting van het ministerie dat bevoegd is voor het beheer van het onderwijs.

Artikel 25. § 1. Een gebouw of een deel ervan dat een tegemoetkoming heeft gekregen van het programma der dringende werken moet een schoolbestemming krijgen gedurende een periode van twintig jaar, te rekenen vanaf het tijdstip van de toekenning van de in artikel 19 bedoelde subsidie.

Als beroep wordt gedaan op een tegemoetkoming van het Garantiefonds van de Gemeenschap om het resterend bedrag van de investering te dekken, moet de in het eerste lid bedoelde bestemmingsperiode twintig jaar langer duren dan de duur van de terugbetaling van de aangegane lening.

§ 2. In geval van een andere bestemming, van verkoop of van afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot verschaft van het gebouw of van een deel van het gebouw dat een tegemoetkoming heeft bekomen in het raam van het programma der dringende werken gedurende de twintigjarige periode die aanvangt op de dag dat de in artikel 19 bedoelde subsidie toegekend wordt, kan de Gemeenschap deze financiële tegemoetkoming laten terugbetalen.

In geval van vervreemding buiten deze periode wordt de terugbetaling waarop de Franse Gemeenschap aanspraak kan maken, verminderd met 5 % per bijkomend jaar, na deze periode.

Om de in het eerste of tweede lid bedoelde bedragen terug te krijgen, mag de Regering de volgende operaties verrichten in de aangegeven volgorde :

1° afhoudingen op de werkingstoelagen die verschuldigd zijn aan de school die het gebouw innam;

2° afhoudingen op de werkingstoelagen die verschuldigd zijn aan de andere scholen die afhangen van dezelfde inrichtende macht;

3° het heffen, door het bestuur der Registratie en Domeinen, op het vermogen van de inrichtende macht of van de betrokken openbare bestuursmaatschappij der schoolgebouwen.

De bepalingen in het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing, bij afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot verschaft van het gebouw of een deel ervan, op een andere inrichtende macht die dit blijft gebruiken als school.

§ 3. Bij vervreemding van een gebouw dat een tegemoetkoming heeft bekomen in het raam van het programma voor dringende werken kan iedere inrichtende macht, ongeacht het net waartoe zij behoort, of de betrokken openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen, of de betrokken vermogensbeherende vzw dit gebouw aankopen, hetzij tegen de prijs die is vastgesteld door de partijen, hetzij bij voorkoop aan de prijs geboden door een derde koper, hetzij tegen de maximumwaarde bepaald door het Aankoopcomité of door de ontvanger der registratie. Dit is wel enkel mogelijk om de schoolbestemming van het vervreemde gebouw te behouden.

§ 4. Indien, binnen een termijn van drie maanden, geen enkele inrichtende macht, ongeacht het net waartoe ze behoort, of betrokken openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen, of de betrokken vermogensbeherende vzw het betrokken gebouw heeft aangekocht, mag de eigenaar het goed verkopen aan de meest biedende.

Artikel 26. De controle van het gebruik van de middelen die aan een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs krachtens dit decreet wordt toegekend, wordt in naam van de Regering uitgeoefend door de commissarissen die zijn aangesteld in de openbare bestuursmaatschappijen der schoolgebouwen volgens de wijzen die de Regering vastlegt.

Artikel 27. De voorwaarde van de bijdrage van de gebouwen naar aanleiding waarvan werken worden overwogen, zoals bepaald in artikel 20, wordt pas toegepast als artikel 161 van het Wetboek van de registratierechten en artikel 150 van het Wetboek der successierechten gewijzigd zijn, zodat de vermogensbeherende vzw's de hierin voorziene vrijstellingen kunnen genieten. »

Art. 17. Artikel 13, dat nu artikel 28 wordt, valt onder een hoofdstuk III, luidend als volgt :

« Hoofdstuk III. — Slotbepaling »

HOOFDSTUK V. — Overgangs- en afwijkende bepalingen

Art. 18. In afwijking van artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving mogen de tijdens de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 voorziene budgettaire dotaties die bestemd worden, enerzijds voor de inrichtingen van de Franse Gemeenschap van het verplicht onderwijs, anderzijds, voor de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, niet lager liggen dat deze voor het jaar 2001 :

- gekoppeld aan de algemene index der consumptieprijzen op 1 januari;
- verminderd of vermeerderd op grond van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari van het lopend jaar ten aanzien van het zelfde aantal op 15 januari 2001,
- vermeerderd met evenveel keer 20 573,18 EUR gekoppeld aan de index bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 24 december 1993 als er voltijds equivalenten minder zijn bij het arbeiders- en meesterspersoneel dat in vast verband is aangenomen in de inrichtingen van de betrokken niveaus,
- vermeerderd met de bedragen die zijn toegekend op grond van artikel 34 van voornoemde wet van 29 mei 1959.

Art. 19. Dit decreet is niet van toepassing op het koninklijk atheneum van Rösraath en de internationale school van de SHAPE, afdeling secundair en afdeling lager.

Art. 20. § 3bis van artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt opgeheven vanaf 1 januari 2003.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003, met uitzondering van artikel 4 dat van kracht wordt op 1 januari 2005, van artikel 9 dat van kracht wordt op 1 september 2004, met uitzondering van artikel 9, 2°, dat van kracht wordt op 1 september 2005, van artikel 9, 1°, dat van kracht wordt op 1 september 2007 en van artikel 15 dat van kracht wordt op de dag van de inwerkingtreding van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De indexering van de werkingstoelagen en -dotaties in 2002 zal geschieden op basis van de verhouding van de algemene index van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2002 en 1 januari 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 12 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 175-1. — Amendementen in de commissie, nr. 175-2. — Verslag, nr. 175-3. — Amendementen, nr. 175-4.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming, Zitting 4 juli 2001.



F. 2001 — 2085

[S - C - 2001/29290]

12 JUILLET 2001. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centres de vacances et l'inspection médicale scolaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Un point 51 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté, selon le tableau joint en annexe I au présent décret.